

# LES TRIBULATIONS DU CAPITAINE BARRIL AU RWANDA

Document

**Gendarme de réserve, aujourd'hui à la tête de cinq sociétés de sécurité, le capitaine Paul Barril a fréquenté assidûment l'Afrique et particulièrement le Rwanda, où il fut le conseiller personnel du président Habyarimana. Dans l'interview que nous reproduisons partiellement (publiée en mars dernier dans le magazine *Playboy*), Paul Barril relate sa version de l'épopée française au Rwanda. Son récit nous a semblé symptomatique d'une mentalité qui sous-tend les relations franco-africaines. Une mentalité qui fait dire à l'intéressé, à propos du maréchal-président zaïrois Mobutu : « Je persiste à dire que le fond de l'homme est bon. Moi qui connais bien l'Afrique, je n'ai pas la preuve que Mobutu ait commandité le moindre assassinat ; je vous le redis, cet homme va à la messe tous les jours. »**

**Capitaine Paul Barril :** Mon principe, quand je travaille pour un pays extérieur, c'est que ce soit avant tout un pays ami de la France. Je suis fier de mon pays, de son image dans le monde, fier du drapeau. Il faut donc que ce soit un allié. Ensuite, mon principe est de traiter directement avec les chefs d'État et de ne m'engager que dans des missions à court terme. Je choisis une mission de trois mois, clairement définie, puis je me replie. Cette attitude me permet de rester au top du côté professionnel : on ne peut à ce jour m'imputer un seul échec. Mieux, on me redemande après. Quant aux services secrets, ils sont toujours pénétrés. Personnellement, je n'ai pas besoin de prendre mes ordres de l'Élysée ou de Matignon, je sais la direction qui est bonne pour mon pays (...).

Quand [la France] a eu des accords militaires avec le Rwanda, elle leur a vendu des missiles Milan. Pendant la guerre, ces missiles n'ont servi à rien, ils sont restés à Goma. La France les leur a vendus parce que ça coûtait cher et que les commissions étaient importantes, mais on ne leur a pas vendu ce dont ils avaient réellement besoin.

**Playboy :** Votre rôle se limite-t-il uniquement à du conseil ? **Franchement... Capitaine P. Barril :** Dans des moments particulièrement difficiles, beaucoup de chefs d'État font appel à moi pour leur protection. Entendons-nous bien, ils me demandent de m'engager moi-même. C'est-à-dire que je dois rester sur place, quels que soient les risques encourus. À la différence des coopérants, qui fichent le camp de Kigali parce que l'ambassade a donné les instructions de repli, quand le chef d'État me dit « tu viens chez moi trois mois », je réponds : « Tope là ! » ; et si après il me rappelle, je reviens. Les coopérants, eux, sont subordonnés aux décisions politiques et diplomatiques de notre pays. Qu'on se souvienne, quand le président du Rwanda a été tué, on a tout replié le lendemain. On n'a pas laissé un mec : une catastrophe puisqu'on a laissé le terrain aux autres.

— Une situation que la France n'a pas vu venir ? Deux chefs d'État tués dans un avion en plein vol, ce n'est quand même pas banal !

**Capitaine P. Barril :** Cette histoire du Rwanda me tient particulièrement à cœur. L'image qu'on a donnée de ce pays et du général Habyarimana est une image fautive. C'était un type bien. Avec lui, le pays se suffisait sur le plan alimentaire, ce qui est exceptionnel en Afrique. N'oubliez pas qu'on appelait le Rwanda « la Suisse de l'Afrique » tant c'était propre... C'était un régime sur la voie de la démocratisation : le président représentait une ethnie qui était celle de 85 % de la population. Ce pays était en guerre depuis 1990 et son président avait fait jouer les accords militaires établis avec la France. En 1990, les services spéciaux français officiels ont bloqué l'attaque [conjointe] des

un homme particulièrement intelligent qui partage le pouvoir avec trois autres comparses – l'illustration parfaite d'une parodie de démocratie. Auparavant, il avait aidé Yoweri Museveni à prendre le pouvoir contre Milton Obote, en Ouganda. Or Museveni a pris le pouvoir grâce aux Libyens, il ne faut jamais l'oublier. Kagame avait la nationalité ougandaise et était le chef des services secrets de la NRA (Armée de résistance nationale) de Museveni, également chargé de la coopération avec les USA. C'est donc un homme qui a une formation complète : du fonctionnement des unités spéciales anti-guérilla aux techniques de manipulation, etc. Je suis l'un des rares Français à

## « Il y aurait matière à écrire un livre sur l'héroïsme des services secrets français au Rwanda face à l'Ouganda et au FPR... »

terroristes du FPR [et de] l'Ouganda : ce fut le travail de la DGSE. Un travail remarquable, dont on peut être très fier, fut effectué durant cette première phase de la guerre. Du côté français, il y eut des héros que l'on ne connaîtra jamais, des histoires extraordinaires... Des types qui ont pris des initiatives folles, qui ont fait des cartons à l'extérieur avec seulement quelques hélicoptères et quelques canons. Il y aurait matière à écrire un livre sur l'héroïsme des services secrets français au Rwanda face à l'Ouganda et au FPR... ce qui explique leur haine de ceux-ci à l'encontre de la France. L'homme de la rue ne peut sans doute pas comprendre, mais ça a été une belle partie.

— Mais après, il y a bien eu dérapage ? **Capitaine P. Barril :** La pression internationale s'est faite de plus en plus forte lorsque le président du Rwanda a accepté les accords d'Arusha, c'est-à-dire de prendre des hôtes, ce qui lui était demandé par le gouvernement français. Au moment où il fut tué, ces accords allaient lui permettre de retrouver une situation favorable. Le FPR s'est alors livré à une habile manœuvre... Paul Kagame, l'actuel vice-président, est

l'avoir rencontré, deux ans avant que nous devenions ennemis déclarés, puisqu'aujourd'hui il a mis un million de dollars sur ma tête. Ça ne m'empêche pas de vivre et d'avoir mis, de mon côté, sa tête à prix.

Kagame a bien vu qu'en 1990 la France a stoppé l'offensive du FPR et il sait que s'il récidivait on stopperait à nouveau son armée, en vertu des accords de coopération : il a donc pratiqué des infiltrations partout dans le pays – par des Tutsis, mais également en corrompant l'entourage du chef de l'État. [...].

L'idée qui a germé en lui a été la suivante : si je veux prendre le pouvoir, il faut que l'on fasse partir la France du Rwanda, mais cela n'est possible qu'en foudroyant le gouvernement. Aussi, depuis 1992, Kagame a-t-il déstabilisé le Burundi – j'ai moi-même failli être enlevé en octobre 1993 à Bujumbura (Burundi) où j'étais allé voir le président N'Dadaye pour le mettre en garde sur le coup d'État qui se tramait. Kagame était à Bujumbura le jour où il y a eu l'assassinat du président N'Dadaye, ce n'est tout de même pas un hasard. [...]. L'attentat qui a coûté la vie au général-président Habyarimana et au président

du Burundi, ainsi qu'à l'état-major au complet du général Habyarimana, fit en outre des victimes françaises : l'équipage de l'avion présidentiel et, le lendemain du massacre, deux gendarmes français et la femme de l'un d'entre eux. Cet attentat a été programmé et exécuté par le FPR, avec la complicité de l'Ouganda. L'avion (un Falcon 50) explose en plein vol : cela crée un choc psychologique immense... et Kagame en profite, avec ses vingt bataillons, pour ouvrir le feu sur le palais présidentiel de Kigali et en d'autres lieux. Le président est mort, et avec lui le chef de la garde, tout comme le ministre de la Défense et le chef d'état-major. Un juge d'instruction a-t-il été saisi sur cette affaire ? Une plainte au niveau international a-t-elle été déposée ? Rien n'a été fait alors qu'il s'agit d'un véritable acte de terrorisme ! J'ai des témoignages accablants concernant Kagame, et les responsabilités de la Belgique. J'ai écrit à Boutros Ghali, qui m'a répondu qu'il n'était pas concerné et qui m'a demandé de voir ça avec l'aviation civile au Canada. Au moment de ce qui représente pour lui une apothéose, le FPR (qui est positionné et infiltré dans Kigali depuis quatre à cinq mois) donne l'offensive de partout. Kagame se couvre, aux yeux de la communauté internationale, en créant des provocations avec des Tutsis isolés, histoire d'avoir un massacre de Tutsis... Et devant cette image des Hutus massacrés, la France est obligée de dégager et de se replier. Avec précipitation, on quitte l'ambassade de France, on brûle les archives, on descend le drapeau, bref, on abandonne tout. Et c'est comme ça que je me suis retrouvé à Kigali. Comme j'étais le conseiller du président Habyarimana depuis des années, le chef d'état-major, celui qui faisait fonction de ministre de la Défense, s'est naturellement tourné vers moi. Je suis arrivé en hélicoptère, dans des conditions très difficiles, Kigali était cernée. Mon premier réflexe a été de courir à l'ambassade de France remonter le mât des couleurs, ce qui fut difficile car l'ambassadeur, en partant, avait coupé la ficelle !

Lorsque j'ai déclaré que mon domicile serait à l'ambassade, ça a été un choc psychologique très fort pour les Rwandais, mais ça m'a attiré en contrepartie une haine des autres, en face. Les obus de 120 se sont abattus sur les murs. L'image de la France, elle est là... Et si on a fait l'opération Turquoise après, c'est qu'on n'avait pas vraiment bonne conscience. Ce qui s'est passé au Rwanda permet à des privés, comme moi, qui ne représentent leur pays qu'à titre privé, de montrer qu'on n'abandonne pas des gens qui vous ont fait confiance et qui parlent français. Je n'ai pas à attendre un quelconque accord du Quai d'Orsay pour intervenir. C'est à mes risques et périls, et si demain je prends une balle, c'est en pleine connaissance de cause. Faire couler mon sang ou celui de ceux qui m'accompagnent dans des missions ne me fait rien, parce que j'accomplis une tâche noble, dictée par le cœur. J'ai l'impression de revivre ce qu'on pu connaître, il y a une génération, des gens qui ont colonisé des pays d'Afrique, mais uniquement pour leur amener le bien, le développement, la culture... ■

Propos recueillis par Christian Chatillon pour *Playboy*.